



Intervention de Philippe Aubry, secrétaire général adjoint du SNESUP-FSU, au débat général du congrès de la FSU – 31 janvier 2022

Notre congrès fédéral s'ouvre alors que dans l'enseignement supérieur le « jour du dépassement pour l'année universitaire » est tout juste passé. Qu'est-ce que ce jour du dépassement ? :

Défini par le SNESUP, c'est le jour à partir duquel les enseignants titulaires du supérieur ont assuré toutes les heures de leurs obligations de service pour 2021-2022, dans l'hypothèse où tous les enseignements depuis septembre auraient été dispensés par eux. Sur la base des informations du dernier bilan social du ministère, à partir de mercredi dernier, le 26 janvier, tous les enseignements qu'il reste à couvrir au second semestre sont faits soit par des heures supplémentaires, soit par le recrutement de contractuels ou de vacataires.

Quelle conséquence ? Eh bien, comme disposer des moyens pour faire un seul semestre à l'université ne peut se traduire par la fermeture de ses portes à la moitié de la population étudiante, une surcharge énorme pèse sur les collègues. Sur les titulaires, parce qu'ils doivent accepter de faire des heures d'enseignement supplémentaires sous-payées ; les EC ont aussi de plus en plus de mal à assurer leur mission de recherche. Sur les contractuels, qui ont tous les ans leur contrat remis en cause. Et enfin sur les vacataires, à qui on donne des conditions de travail compliquées tout les payant également au coût de l'heure supplémentaire (10 € de l'heure travaillée).

Les besoins en emplois de l'ESR sont avérés, d'autant plus à la suite de l'augmentation du nombre d'étudiants des dernières années. Mais l'âge de recrutement des EC et C titulaires augmente régulièrement (>34 ans) et avec lui, la durée de la période post thèse faite d'emploi précaire. Les jeunes scientifiques se trouvent ainsi confrontés à une précarisation statutaire et économique de plus en plus prégnante. Le développement des appels à projets, la loi pour la recherche publiée il y a un an et ses décrets renforcent le recours aux contrats, le pouvoir managérial de présidents d'université tout puissant, la concurrence entre agents et la casse des statuts. Pour lutter contre cette situation critique le SNESUP a décidé d'organiser cette année des assises de la précarisation à l'université.

Malgré cela, le président pas encore candidat, mais en campagne, a pris la parole le 13 janvier devant les présidents d'université pour allumer de nouvelles mèches. Tout y était : développement de seules filières courtes professionnalisantes pour répondre aux besoins immédiats du monde du travail aux qualifications non pérennes , course à l'excellence... Pour lui la démocratie universitaire est un handicap . Comme justifications Macron a assené sans complexe des contre-vérités, telle une présence aux examens de 1^{er} année inférieure à 50% alors que le taux de passage en L2 est supérieur !

Le clou de son intervention : en affirmant « *on ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants* », c'est la fin de la gratuité du service public qu'il annonçait, quand bien même le gouvernement a été mobilisé ensuite pour éteindre l'incendie devant la force des réactions hostiles.

Par contre dans son discours rien sur l'insuffisance des moyens et la baisse continue du financement public par étudiant, rien sur les personnels qui au quotidien repoussent les limites. Notons encore que pour financer les mesures contre la précarité étudiante le budget de la recherche universitaire a été abaissé ces deux dernières années.

Les perspectives pour l'ESR proposées par E Macron consistent en la poursuite des attaques contre le statut de la fonction publique et en un changement de paradigme radical, du service public vers un modèle économique s'inscrivant dans le développement d'un marché de la connaissance. Elles sont à l'opposé de ce que défend le SNESUP qui poursuivra avec détermination ses luttes contre cette politique avec tous les syndicats de la FSU mobilisés autour de nos valeurs communes.